

que les besoins immédiats seraient de l'ordre de 150 à 200 millions de dollars. On a indiqué dans une variété de propositions les diverses modalités de paiement. J'ai déjà signalé la proposition de mon collègue le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave): un versement supplémentaire de 20c. le boisseau, établi d'après les livraisons de 1967-1968.

Toute absence de mesure de la part du gouvernement pour mettre au point un programme capable de remédier à cet état de choses se soldera par une catastrophe pour des milliers de cultivateurs et fera rétrograder l'économie des Prairies et celle du Canada à tel point qu'il faudra des années pour remonter la pente. Le recours à des trucs ou à des programmes sans envergure ne sera d'aucune utilité. Un programme capital est essentiel. Le comité de l'agriculture de la Chambre des communes, après sa tournée dans l'Ouest, a reconnu l'ampleur du problème, et voici ce qu'il a recommandé:

Le comité recommande en outre au gouvernement d'adopter des mesures tendant à alléger la situation financière précaire des agriculteurs des régions de l'Ouest du Canada affectées principalement à la culture des céréales.

Je me demande quelles autres recommandations il faudrait pour inciter le gouvernement à agir. A la suite des instances que lui ont présentées les associations agricoles, les représentants à la Chambre et d'autres personnes, j'imagine que le gouvernement songe maintenant à certaines possibilités. Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a fait savoir qu'il examinait bon nombre de propositions. Quelqu'un m'a fait la remarque qu'il était devenu le ministre des «possibilités». Il trouvera peut-être un rôle à sa taille dans une mise en scène d'Alice au Pays des Merveilles.

Le ministre a dit qu'on instaurerait peut-être un régime de dualité des prix. Cela nous laisse quelque espoir, car il n'en coûtera rien au gouvernement. Il a déclaré qu'on établirait peut-être une sorte de prix garanti. Il semble qu'il y ait peu d'espoir de ce côté.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Burton: Monsieur l'Orateur, une minute ou deux seulement et je termine.

M. l'Orateur suppléant: La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le député poursuive?

Des voix: D'accord.

M. Burton: Je remercie la Chambre de son obligeance.

[M. Burton.]

Le ministre a parlé d'une aide aux agriculteurs qui ne pouvaient pas livrer un contingent de cinq boisseaux—la belle affaire! Elle permettra seulement à l'agriculteur de se ruiner un peu plus lentement. Une chose est claire: le gouvernement est en train de retarder toutes les déclarations jusqu'à ce qu'il juge trop tard d'octroyer une aide quelconque aux livraisons de 1967-1968. Si c'est le genre de replâtrage et de tripatouillage auxquels le ministre et le gouvernement vont se livrer, je conseille au ministre de l'Agriculture de démissionner. Il pourra d'ailleurs choisir ses raisons. S'il se borne à recommander à ses collègues des propositions de replâtrage et de tripatouillage, c'est qu'il ne comprend rien à la situation. S'il a en fait recommandé des programmes substantiels à ses collègues et s'ils ont été rejetés, je déclare que n'importe quel ministre de l'Agriculture ayant un peu de dignité démissionnerait d'un gouvernement qui fait preuve d'une telle dureté.

Si le gouvernement libéral persiste dans sa dureté et son entêtement actuels, il passera à la postérité pour le gouvernement responsable de la destruction finale d'une industrie agricole viable, essentielle à la santé de l'économie canadienne et capable d'apporter une contribution importante à la vie économique et sociale du Canada.

M. Ross Whicher (Bruce): Monsieur l'Orateur, puisque je suis membre du comité de l'agriculture de la Chambre des communes et que j'ai eu l'occasion, depuis deux mois, de voyager de l'Ouest jusqu'à la côte est, je me sens obligé de dire ici, cet après-midi, quelque chose sur la situation agricole comme je la vois au Canada et plus particulièrement dans nos régions de l'Ouest. La motion concerne le sort fort triste dit-on, de l'industrie agricole dans ces provinces.

Je dirais que je me sens un peu coupable, car il me semble que nous avons discuté dans cette enceinte le problème du blé et des céréales beaucoup plus souvent que certains autres produits agricoles qu'on cultive dans ma province de l'Ontario et dans les provinces de l'Est. Avant de continuer, j'aimerais persuader le ministre de l'Agriculture (M. Olson) que la situation n'est pas parfaite à l'égard des autres produits agricoles au Canada. On peut et l'on doit faire beaucoup si nous voulons que notre grande industrie agricole reste viable afin que les agriculteurs, d'un bout à l'autre du pays, puissent jouir du même niveau de vie, au moins, que les gens des autres secteurs de l'économie.

A titre d'exemple, il se passe depuis quelques mois certaines choses dans d'autres secteurs de notre industrie agricole. On a réduit les subventions pour le lait ainsi que la prime